

**NON A LA REPRESSON DE LA SONACOTRA
NON AUX CONTROLES POLICIERS ET A LA
SITUATION DE NON-DROIT DANS LES FOYERS
UNE URGENCE : REHABILITER ET CONSTRUIRE
DROIT AU LOGEMENT POUR TOUS**

Les foyers gérés par la Sonacotra comme ceux gérés par la Soundiata, l'Aftam, l'Adef... sont suroccupés. Depuis 1981, aucun foyer n'a été construit et l'accès au logement social HLM a été rendu quasi impossible pour les travailleurs immigrés des foyers. La crise du logement actuelle en Île-de-France aggrave dramatiquement la situation. Nous, résidents des foyers, devons héberger nos parents pour éviter qu'ils ne soient à la rue. **Rien n'a été prévu pour nous. Seul nous reste le devoir de solidarité.**

La réponse de la Sonacotra : des milliers de lettres de mise en demeure. Ces lettres sont suivies de contrôles d'occupation, d'assignations en justice et d'expulsions du foyer.

Les contrôles deviennent de plus en plus musclés.

Ainsi à Paris 11^{ème} au foyer Fontaine au Roi : le 2 juin à 6 h du matin, un 1^{er} contrôle de 27 chambres a lieu avec huissiers et forces de police en grand nombre. Ca ne suffit pas à la Sonacotra qui recommence le 19 septembre. Cette fois-ci, les résidents se massent en bas du foyer et refusent le contrôle.

Aussi, le 30 septembre au petit matin, ce sont 20 cars de policiers qui bouclent le quartier et assiègent le foyer, empêchant les résidents de sortir pour aller travailler et utilisant même les gaz lacrymogènes .

Tout ça pour contrôler l'occupation de 27 nouvelles chambres ! QUELLE DEMESURE !

En fait, la Sonacotra et le gouvernement veulent faire croire qu'héberger des parents est un grave délit, ils veulent casser la résistance des résidents et criminaliser la solidarité.

C'est pourquoi nous appelons à venir soutenir les résidents et à témoigner

**Vendredi 4 novembre à 9 h devant le
Tribunal d'Instance du 11^{ème}
(36 Rue du Chemin Vert)**

Aujourd'hui, la pression policière se fait de plus en plus menaçante.

La chasse aux sans-papiers est ouverte. Sarkozy veut faire du chiffre. Les contrôles devant les foyers sont de plus en plus nombreux et depuis septembre les policiers, en toute illégalité, pénètrent à l'intérieur des foyers.

Ainsi, le 6 octobre à 16 h, la police intervient au foyer de la Porte d'Asnières dans le 17^{ème} arrondissement pour un contrôle de « sécurisation ». Tout le foyer est bousculé, des contrôles d'identité sont effectués et 3 résidents sont arrêtés. Le 7 octobre, c'est au tour du foyer des Epinettes, cette fois-ci à la Porte de Clichy, toujours dans le 17^{ème}. Ce sont là les résidents qui se trouvent au RCH qui sont « contrôlés ».

La sécurité version Sarkozy-Sonacotra ressemble de plus en plus à l'insécurisation maximum de toute la communauté africaine ! La Sonacotra et le gouvernement considèrent ainsi les foyers comme des lieux publics dangereux qu'il faut déstabiliser et stigmatiser aux yeux de l'opinion. Ils veulent faire des foyers des lieux hors droit commun.

Ces méthodes répressives sont révoltantes

Mal logés, mal traités, sans droits, voici le lot des résidents

Car souvent, les foyers sont très dégradés et attendent leur réhabilitation depuis de nombreuses années. C'est aussi le cas à Fontaine-au-Roi : innombrables fuites d'eau, peintures très abimées, chambrettes minuscules pour 1, 2 et même 3 personnes, redevances très élevées (200 € pour un " lit " dans une chambre à 3 lits soit 600 € la chambre de 20 m²)

Les résidents ne sont pas considérés comme des locataires et n'ont aucun droit réel. Ils sont considérés comme des cas sociaux, des assistés qui n'ont rien à dire, des enfants.

La loi SRU de 2000 a marqué une petite avancée en instaurant des Conseils de concertation entre gestionnaires et résidents. 5 ans plus tard, ces Conseils sont encore bien peu nombreux. La Sonacotra elle, les a carrément refusés. Elle n'a « rien à négocier ». Elle préfère la manière forte.

Ainsi à Saint-Denis- Charles Michels, sa manière de gérer le conflit qui l'oppose au nouveau comité de résidents vient de déboucher sur l'expulsion par la police de 13 résidents et délégués.

ASSEZ DE PROVOCATIONS ET D'HUMILIATIONS !

Ces attaques et ces expulsions ne servent qu'à camoufler l'absence d'une réelle politique sur le logement des travailleurs pauvres et en particulier des travailleurs immigrés vivant sans leur famille.

NOUS VOULONS

- 1 L'ARRET DE LA REPRESSION ET DES CONTROLES
- 2 LA REHABILITATION DE NOS FOYERS
- 3 LA CONSTRUCTION DE NOUVEAUX FOYERS ET L'AMENAGEMENT DE FOYERS-SOLEIL
- 4 L'ACCES AU LOGEMENT HLM POUR CEUX QUI LE DESIRENT
- 5 DE VRAIES CONCERTATIONS AVEC LES GESTIONNAIRES, LES PROPRIETAIRES, LES ELUS, LES PREFECTURES.
- 6 LA REGULARISATION DES SANS-PAPIERS

*Coordination des foyers Sonacotra, Coordination des foyers Aftam, Coordination des foyers Adef, Coordination des foyers Soundiata-Nouvelle, réseau des foyers du CAS-VP
Collectif pour l'avenir des foyers, Réseaux de solidarité et de soutien de Paris
T : 06.87.61.29.77 ou 01 46 06 09 69.*